

Publié le 12 juin 2014 à 06h59 | Mis à jour à 06h59

Le GASP dénonce l'absence de vision du Gouvernement Couillard en matière de lutte à la pauvreté

La Voix de l'Est

<http://www.lapresse.ca/la-voix-de-lest/opinions/courrier-des-lecteurs/201406/12/01-4775093-le-gasp-denonce-labsence-de-vision-du-gouvernement-couillard-en-matiere-de-lutte-a-la-pauvrete.php>

Le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) se dit très inquiet de l'absence de vision liée à la lutte à la pauvreté suite à son analyse du dévoilement du budget du gouvernement Couillard.

L'annonce de poursuivre la construction de 3000 logements sociaux, soit 250 de moins que ce que prévoyait le gouvernement précédent, est reçue avec appréhension par le GASP. Le gouvernement Couillard continue d'investir dans le logement social, mais ce nombre est nettement insuffisant pour répondre aux besoins en logement à l'échelle du Québec. «Avec cette annonce, la ville de Granby, qui se positionne en 20e et dernière position proportionnellement à d'autres villes similaires en termes de nombre de logements sociaux, sera chanceuse si elle voit la couleur de quelques briques neuves», estime Nicolas Luppens, coordonnateur du GASP. Le groupe dénonce également l'abandon de la politique d'assurance autonomie qui visait à pallier au défi de l'hébergement des personnes âgées ou en perte d'autonomie.

Il est également désolant que le PLQ n'ait proposé aucune bonification substantielle de l'aide sociale en la maintenant au seuil intolérable de 610\$ par mois. À cela s'ajoute l'intention d'inspecter à la loupe la conformité des montants versés aux prestataires.

Le budget du ministre Leitão maintient les 8 millions \$ accordés présentement à la lutte à l'itinérance. «Ces sommes ne permettent aucune intervention en Haute-Yamaska, donc rien de plus à espérer pour notre région dans ce budget», déplore le coordonnateur du GASP. Ce dernier déplore le manque de vision globale pour contrer ce phénomène qui sévit également en région. «Nous sommes bien loin de l'engagement du précédent gouvernement qui annonçait d'investir 120 millions de dollars sur trois ans pour les organismes communautaires en plus des 6 millions pour des services de proximité», rappelle M. Luppens. L'absence de référence à la politique en itinérance, adoptée il y a moins d'un an par tous les partis politiques et accueillie si favorablement par les intervenants en février dernier, met en péril les espoirs et le travail réalisé ces dernières années afin que l'itinérance soit priorisée

dans les mesures publiques. Tout semble laisser croire que le gouvernement abandonne cette politique pourtant basée sur la reconnaissance de droits fondamentaux, tels que le revenu, l'éducation, la santé, le logement et le soutien communautaire.

En se retirant de l'engagement du gouvernement précédent d'accorder une consolidation de 40 M\$ annuellement pour 3 ans aux organismes communautaires et en comprimant d'un autre 92 M\$ pour l'année prochaine le budget du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, entre autres dans les mesures d'aide à l'emploi, le GASP craint que le filet social ne désagrège davantage.

Finalement, rien au chapitre d'une volonté de redistribution de la richesse alors que les coffres des grosses entreprises et des banques débordent de liquidités qui vont échoir dans les paradis fiscaux, seulement des mesures d'austérité qui frapperont des citoyens les moins fortunés et les familles de la classe moyenne qui ne pourront compenser pour la diminution de services et la hausse des coûts.

Le GASP entend se tenir à l'affût des répercussions de ces coupures et travailler de concert avec les groupes concernés afin que le redressement des finances publiques ne se fasse pas au détriment des plus vulnérables.

Groupe actions solutions pauvreté (GASP)